



Convention 12-363-DNUM-DNUM-0065

PLAN DE RELANCE

VOLET « MISE A NIVEAU NUMERIQUE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES »

Convention de financement de projet

ENTRE

Le Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie,
Sis 9 bis rue de la République, 98800 Nouméa,
représenté par Monsieur Patrice FAURE, en sa qualité de Haut-Commissaire,

ET

La Direction Interministérielle du Numérique,
sise 20 avenue de Ségur, 75007 Paris
ci-après désignée « **DINUM** »,

D'UNE PART,

ET

Le Territoire de Nouvelle-Calédonie
sis 98800 Nouméa
représenté par Monsieur Louis MAPOU, en sa qualité de Président du gouvernement,
ci-après désigné « **porteur** »,

D'AUTRE PART,

Vu la convention entre le ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance et le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques relative à la délégation de gestion et à l'utilisation des crédits du Plan France Relance,

Vu l'instruction du 9 mars 2021 relative à l'application de la circulaire CCPB2100712C de gestion budgétaire du plan de relance du 11 janvier 2021,

Cette convention de financement de projet conclue entre le Territoire de Nouvelle-Calédonie et le Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie d'autre part, définit les modalités d'exécution du projet, qui conditionnent le versement des crédits.

1. Identification du projet

Nom du projet : api.gouv.nc

Thématique concernée : ITN7 – Volet Données

Le dossier de candidature au plan de relance tel que validé par la DINUM est annexé à la présente convention.

2. Identification des acteurs

A. Identification du porteur du projet, signataire de la convention

Dénomination :	Territoire de Nouvelle-Calédonie
SIRET :	22988001800010
Adresse :	98800 Nouméa
Établissement code INSEE localité :	988

B. Identification des collectivité(s) territoriale(s) bénéficiaires du projet lauréat

Le Territoire de Nouvelle-Calédonie est bénéficiaire du projet lauréat.

3. Niveau et modalités de co-financement du projet par le plan de relance

Le niveau de cofinancement par année du projet est le suivant :

Crédits (AE=CP pour la partie versante)	2021	2022
Porteur	50.000 €	

Le financement 2021 est mis à disposition dès la signature de la présente convention, et le financement 2022 au début de l'année 2022, si applicable.

Les crédits sont versés sous forme de subvention au porteur. La subvention fait l'objet d'une publicité préalable par la DINUM.

4. Intégration de France Connect et des logos France Relance et NEXT GEN EU

Le porteur du projet s'efforcera de déployer le bouton FranceConnect dans les services en ligne qu'il propose à ses usagers.

Si le projet implique un site accessible sur Internet, alors le porteur s'engage à intégrer sur ce site, en début de parcours, d'une part une mention du cofinancement apporté par France Relance (via notamment l'inclusion du logo France Relance) et d'autre part une mention du cofinancement apporté par l'Union Européenne dans le cadre du plan NEXT GEN EU (également via l'inclusion du logo NEXT GEN EU).



Financé par
l'Union européenne
NextGenerationEU

5. Reporting budgétaire

Aucun reporting budgétaire systématique n'est demandé.

Le porteur répondra aux sollicitations de la DINUM (prise d'information, dialogue de gestion).

6. Reporting projet

Le porteur :

1. Fournira, à la DINUM chaque trimestre, un point de situation sur l'état du projet en faisant le lien avec la consommation budgétaire ;
2. Fournira à la DINUM la liste des entreprises, qui bénéficieront de commandes dans le cadre du financement accordé (en précisant, pour celles dont le siège

social est établi en France : leur numéro de département et le code SIRET des établissements réalisant les prestations) :

- A la signature de la présente convention ;
 - A chaque nouvelle entreprise répondant au critère ;
 - En fin de projet.
3. Facilitera le suivi projet avec la DINUM en nommant un ou plusieurs référents identifiés et répondra à toute ses sollicitations sur l'avancement de son projet ;
 4. Le cas échéant, fournira à la DINUM la démonstration d'accès par France Connect à tout ou partie des services mis en œuvre dans son projet.

7. Modifications de la convention

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant signé par les parties en cas de modification de ses modalités d'exécution.

En particulier, toute difficulté majeure dans la réalisation du projet sera portée à la connaissance de la DINUM, et du Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie et ce dernier pourra suspendre ou interrompre les financements initialement définis.

Le Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Monsieur Louis MAPOU

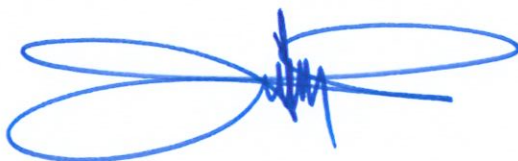
Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie



Louis MAPOU

Le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie

Monsieur Patrice FAURE



Le Directeur Interministériel du Numérique, M. Nadi Bou Hanna

P/O Le Chef de la mission Transformation Numérique de l'Etat,

Monsieur Patrick RUESTCHMANN



ANNEXE IMPUTATIONS

REFERENCES CHORUS (pour les services bénéficiaires de l'Etat)	
Domaine fonctionnel	0363-04
Centre financier	0363-DNUM-DNUM
Activité(s)	036304030001 Fond ITN
Projet analytique ministériel	12-363-DNUM-DNUM-0065
Localisation interministérielle	988